



Eurovision 2026 : un boycott grandissant contre Israël

Description

L'édition 2026 de l'Eurovision est marquée par le retrait de au moins cinq pays en raison du maintien d'Israël dans la compétition, ce qui laisse seulement 35 États participants, un niveau historiquement bas. En France, la [campagne BDS France appelle la chanteuse Monroe](#), qui doit représenter le pays, à se retirer du concours en signe de protestation contre le génocide à Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 23 mars 2026



Seulement 35 pays ont confirmé leur participation à la 70^{ème} édition de l'Eurovision, qui se tiendra à Vienne le 16 mai 2026. Un chiffre historiquement bas, ce qui est inattendu, [voir à ce sujet notre article à ce sujet en date du 16 décembre 2025](#). L'Union européenne de radio-télévision (UER) a décidé de maintenir la participation d'Israël au concours, alors que ce pays fait face à des accusations de génocide à Gaza depuis plus de deux ans. En France, la campagne BDS a adressé une lettre ouverte à Monroe, la chanteuse qui représentera la France le 16 mai prochain, pour lui demander de se retirer du concours en signe de protestation contre la présence d'Israël dans la compétition.

Créé en 1956 dans l'Europe d'après-guerre, le Concours Eurovision de la chanson se voulait représenter un projet de paix, fondé sur des valeurs d'inclusion, de dignité et d'unité entre les peuples. Mais soixante-dix ans plus tard, la réalité est tout autre : Israël, un État accusé de génocide, y participe.

Le 6 mars 2026, la campagne BDS France a adressé une lettre à Monroe, la représentante de la France à l'Eurovision. Dans sa lettre, BDS rappelle qu'en 2022, l'UER avait exclu la Russie quelques jours après l'invasion illégale de l'Ukraine, un geste salué comme cohérent avec les valeurs du concours. Pourtant, l'organisation a continué à autoriser la participation de l'État d'Israël qui ne respecte ni le droit international ni les droits humains universels et cela depuis des décennies, dénonce le mouvement BDS.

En 2025 déjà, BDS et Artists for Palestine UK avaient adressé à l'UER une lettre cosignée par plus de soixante anciens et anciennes participants au concours, demandant l'exclusion du diffuseur israélien KAN en raison de sa « complicité dans le génocide en cours à Gaza ». Cette lettre soulignait que l'édition 2024 avait été la « plus politisée et la plus désagréable de l'histoire du concours », en raison du traitement de faveur accordé à la délégation israélienne, de la censure d'artistes pro-palestiniens, et des commentaires offensants de KAN envers d'autres délégations lors de la retransmission en direct.

L'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Slovaquie et l'Islande ont officiellement refusé de participer à l'édition 2026, en signe de protestation contre l'inclusion d'Israël. Le gouvernement espagnol a même décidé que ses chaînes nationales ne diffuseront pas les émissions liées à l'événement.

Mais le mouvement de boycott ne se limite pas aux États. Des artistes, anciens et anciennes participants ou représentants, ont pris position publiquement. Dans sa lettre du 6 mars 2026, BDS rappelle que Nemo, vainqueur suisse de l'édition 2025, a rendu son trophée aux organisateurs. « Si les valeurs célébrées sur scène ne sont pas vécues en dehors, même les plus belles chansons perdent tout leur sens », a-t-il déclaré. Loïc Nottet, représentant belge, a publiquement refusé de participer. Eric Saade, chanteur suédois, avait protesté en portant un keffieh pendant sa prestation. Fred Leone, musicien australien, avait peint une pastèque sur son torse, en soutien à la Palestine.

Le 6 mars 2026, la Campagne BDS France a adressé à Monroe une lettre ouverte détaillée, restée sans réponse ce jour. Le mouvement ne lui demande pas seulement de se retirer : il lui demande de prendre position, publiquement, contre la présence d'Israël dans le concours. BDS

rappelle dans sa lettre les conclusions de plusieurs enquêtes sur les crimes israéliens et les décisions d'instances internationales : en juillet 2024, la Cour internationale de Justice a officiellement déclaré illégale l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza. La même instance a reconnu un risque plausible de génocide au regard de la Convention de 1948. Amnesty International et l'ONU ont conclu à l'existence d'un régime d'apartheid. En 2025, l'ONU qualifiait la politique de colonisation israélienne d'« obstacle à la paix ». BDS interpelle Monroe directement sur sa responsabilité et celle de sa gestion : « Que pondrons-nous, que pondrez-vous, le jour où nos enfants et nos petits-enfants nous demanderont comment nous avons pu laisser faire ? ». Le mouvement lui rappelle que d'autres artistes ont déjà fait ce choix avant elle, et que participer sans mot dire revient, à leurs yeux, à cautionner ce qu'ils et elles considéraient comme un « génocide par la culture ».

Face à cela, l'UER maintient que « le concours doit rester un espace neutre et ne doit pas être instrumentalisé ». Mais BDS France souligne que le concours n'est pas neutre : « Pour Israël, participer à l'Eurovision est un des moyens de blanchir ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité, en donnant une image lisse d'une démocratie culturelle saine ». Cette position de l'UER est ailleurs contredite par sa propre décision en 2022, lorsqu'elle a exclu la Russie du concours après son invasion illégale de l'Ukraine. Elle justifiait alors cette mesure en estimant qu'une participation russe « jetterait le discrédit sur le concours ». L'UER reconnaissait implicitement que le contexte politique d'un pays peut peser sur sa participation, ce qui contredit directement l'argument de neutralité qu'elle invoque pour défendre la place d'Israël.

En parallèle de l'Eurovision officielle, des associations s'organisent. *United for Palestine* est un événement musical alternatif prévu le mardi 12 mai 2026 à La Madeleine, à Bruxelles, le soir même de la demi-finale du concours. « Nous refusons de donner un podium au génocide et à la belligérance », explique Katrien De Ruyscher, l'une des organisatrices. « Si le festival officiel n'impose pas de limite, alors nous en mettrons une nous-mêmes ». Plusieurs anciennes et anciens participants à l'Eurovision seront sur cette scène alternative : Gustaph (2023), Geike Arnaert, qui avait représenté la Belgique avec Hooverphonic en 2021, et Walter Verdin, présent en 1983 avec Pas de Deux. D'autres artistes complètent l'affiche : Daan, Zap Mama, Stef Kamil Carlens, et la chanteuse palestinienne Nai Barghouti.

date créée
2026/03/23